

L'INFLUENCE DES RESEAUX SOCIAUX SUR LA COHESION SOCIALE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Loty Moïse ADOUMBAYE TOUBARO

moiseadoubaye@gmail.com

Juste Jocelin NGAIBONA MAMINGAI

nmamingai@gmail.com

Université de Bangui

Submitted : 2025-08-03

valued: 2025-10-10

validated: 2025-11-21

Résumé : La République centrafricaine est fréquemment soumise à de multiples crises militaro-politiques qui fragilisent ses différentes couches sociales et son développement. Ses crises ont pour cause profonde la mauvaise gouvernance politique et économique, et entraînent une instabilité institutionnelle. Les réseaux sociaux qui devraient être un moyen efficace de communication sont utilisés par les protagonistes et leurs prosélytes afin de diffuser des messages de haine, des désinformations, des infox. Ce qui amplifie ces crises. Les conséquences qui en découlent sont les divisions au sein des communautés, le rejet de l'identité des uns et des autres, la perte de confiance aux élites gouvernantes (...).

L'objet de cette étude consiste à analyser l'influence des réseaux sociaux sur la cohésion sociale en République centrafricaine, afin de proposer des mécanismes et stratégies efficaces pour prévenir la mauvaise appropriation de ses médias numériques. La stratégie de collecte des données consiste à analyser les comptes Facebook des institutions, organisations, hommes politiques et leaders d'opinion dans un premier temps, et dans un second temps de passer les interviews des centrafricains responsables des associations numériques et des utilisateurs des réseaux sociaux d'ici et d'ailleurs ; enfin d'examiner les données d'une revue documentaire.

Mots clés : Réseaux sociaux, cohésion sociale, désinformation, messages de haine, infox.

Abstract: The Central African Republic is frequently subject to multiple military-political crises which weaken its different social layers and its development. Its crises have the root cause of poor political and economic governance, and lead to institutional instability. Social networks, which should be an effective means of communication, are used by the protagonists and their proselytes to spread messages of hate, disinformation and fake news. Which amplifies these crises. The resulting consequences are divisions within communities, rejection of each other's identity, loss of confidence in governing elites (...).

The purpose of this study is to analyze the influence of social networks on social cohesion in the Central African Republic, in order to propose effective mechanisms and strategies to prevent the misappropriation of its digital media. Thus, our data collection methodology consists of firstly analyzing the Facebook accounts of institutions, organizations, politicians and opinion leaders, and secondly interviewing Central Africans responsible for digital associations and users of social networks from here and elsewhere; finally to examine the data from a documentary review.

Keywords : Social media, social cohesion, disinformation, hate messages, fake news.

1. INTRODUCTION

La cohésion sociale en République centrafricaine est fragilisée par un contexte de crises récurrentes, avant même l'impact du numérique. Les crises militaro-politiques qu'a connu le pays ont fait que la société centrafricaine est divisée entre un réseau des élites appartenant à une même mouvance politique, une secte commune, un groupe d'amis, une tribu et des communautés qui s'affrontent ou vivent en chien défaillance.

D'autre crise sociétale et communautaire comme le conflit entre éleveur et agriculteur, les divisions d'opinions ou contradiction dans les points de vue, les clivages familiaux sont viables et fréquentes.

Et pourtant, les réseaux sociaux depuis leurs apparitions avaient pour but de faciliter l'échange des informations entre les individus dans leur environnement de vie. Sur une population de 5,4 millions d'habitants, la République Centrafricaine compte 800 000 personnes qui utilisent les téléphones mobiles avec un taux de pénétration d'internet de 11,3%. L'accès des centrafricains au service de données numériques a ouvert la porte de l'utilisation des réseaux sociaux. L'enjeu qui découle de l'influence des réseaux sociaux sur la cohésion sociale dépend des comportements qu'affichent les utilisateurs centrafricains. Allant de la bonne appropriation à la mauvaise appropriation.

Pour cela, il sera davantage question de focaliser la réflexion sur des aspects suivants pour mieux situer le problème dans son environnement global : historique, social, politique, technologique et scientifique.

En 2016 le gouvernement a proposé et adopté le plan de Relèvement et de Consolidation de la paix (RCPCA) pour le Centrafrique au sommet de Bruxelles en la période allant de 2017-

2021¹. Dans la mise en œuvre par les Nations Unies à travers leurs deux entités la MINUSCA et l'équipe Pays, dans leurs plans de résultats stratégiques, la priorité nationale 3 consiste à assurer le relèvement économique et la relance du secteur productif². A cela s'ajoute l'intégration croissante des jeunes dans la fonction publique, le recrutement massif des jeunes dans l'armée nationale, la police (...) et la gendarmerie. Tous ses facteurs de développement contribuent efficacement au changement de mode de vie du centrafricain. Il peut dorénavant s'offrir des outils appropriés comme les supports de communications électroniques³ afin d'échanger avec ses connaissances à l'intérieur et l'extérieur du pays.

Cependant, le constat est que depuis plus de deux décennies, la République centrafricaine est soumise à de multiples crises militaro-politiques, socio-politiques et socio-économique qui segmentent ses couches sociales, créent des conflits intercommunautaire et identitaire, entraînent une perte de confiance aux élites gouvernantes, la méfiance au sein de la population (...) et rendent difficile le vivre ensemble. Dans l'ensemble, les messages de haine, les publications des images à caractère génocidaire et les désinformations circulent sur les réseaux sociaux et amplifient la crise. Parfois ses infox sont les causes de la naissance des conflits. L'objet de notre étude consiste à étudier l'influence des réseaux sociaux sur la cohésion sociale. La question de recherche découle de trois points issus du contexte à savoir : i- La République centrafricaine est marquée par des crises récurrentes qui fragilisent le lien social ; ii- les réseaux sociaux numériques jouent aujourd'hui un rôle croissant dans la production et la circulation de l'information ; et iii- ces usages numériques peuvent favoriser la cohésion (communication, solidarité) ou au contraire l'affaiblir (désinformation, haine, manipulation).

Nous allons tenter de répondre tout en proposant des pistes de solutions afin de sensibiliser les internautes à une meilleure appropriation des réseaux sociaux en République Centrafricaine.

2. Champ d'études et méthodologie

Pour mener cette étude, nous avons observé que sur plusieurs réseaux sociaux : Tweeter (X), Watsapp, Instagram, Tik-Tok, LinkedIn, Wikipédia (...); le réseau social facebook est le plus utilisé par la population centrafricaine ; et que c'est sur ce média dans lequel, lorsqu'il y a un

¹ <http://extwprlegs1.fao.org>

² Plan cadre des Nations Unies pour l'assistance au développement (UNDAF+) 2018-2021 (p6)

³ Les supports de communication électronique sont : smartphones ou téléphones intelligents, tablettes, ordinateurs (...).

événement politique, culturel, social, économique (...), les centrafricains l'utilisent pour véhiculer les informations. De même, c'est sur ce média que les messages d'incitation à la haine, de division, la désinformation et infox pilules. C'est pourquoi, en lisant le rapport d'étude menée par CIA World Factbook datant du 31 décembre 2019⁴ sur l'éducation en République Centrafricaine, nous avons compris dans un premier temps que l'analphabétisme demeure le premier facteur de la mauvaise appropriation des réseaux sociaux et dans un second temps ceux sont certains hommes politiques et leurs partisans qui pour des raisons politiques se livrent à des clivages numériques ; c'est ce qui met à mal le vivre ensemble.

L'étude s'est effectuée sur une analyse de 178 470 comptes Facebook des centrafricains d'ici et d'ailleurs. Parmi ses comptes, nous avons les comptes des institutions républicaines, des partis politiques, des organisations publiques et privées, des professionnels et particuliers (...) en se basant sur le moteur de recherche de Facebook et en envoyant et confirmant les invitations de demande d'amis et des différents groupes depuis notre compte Facebook privé, ainsi qu'en menant des recherches sur le moteur de recherche de Google. En ce qui concerne la collecte des données, la visite des comptes Facebook professionnels et privés, les rencontres formelles et informelles avec les corps associatifs et les universitaires centrafricains, le suivi des émissions sur les stations nationales et internationales, la lecture des presses en ligne et l'exploitation d'une revue documentaire dans le cadre de la recherche sont réalisées. L'approche analytique est utilisée dans le cadre de cette étude.

3. Résultats

En partant des constats empiriques ou analytiques majeures de l'étude, les résultats peuvent être structurés de la manière suivante :

- Les réseaux sociaux : nouveaux espaces de communication mais aussi de tension sociale ;
- Les acteurs politiques et communautaires exploitent le numériques à des fins de propagande ;
- Faible culture numérique et absence de régulation efficace ;
- Transformation des formes de sociabilité et de citoyenneté ;

⁴ Communiqué de presse, «3 jeunes sur 10 sont analphabètes dans les pays touchés par des conflits catastrophes», UNICEF, 31 janvier 2018.

- La cohésion sociale numérique doit être un enjeu de politique publique, pas seulement une question individuelle.

Pour clarifier notre étude, nous allons développer les différents points du résultat.

3.1 Les réseaux sociaux : nouveaux espaces de communication mais aussi de tension sociale

Le Blogueur Jean Fridolin Ngoulou Kéngo a publié sur sa page Facebook le 12 Février 2025 que la République Centrafricaine fait des progrès malgré tout en terme d'utilisation des réseaux sociaux pour une population estimée à 6 millions d'habitants, les données sur le numérique restent faibles mais connaissent des progrès non négligeables en se basant sur les données publiées par We Are Social et Meltwater⁵.

En Centrafrique, ces dernières années les usages de Facebook ont évolué de la communication privée à la communication politique. Les 178 470 comptes Facebook dénotent des usages très divers de ce nouveau moyen de communication, mais ont souvent une visée professionnelle et informationnelle. Ainsi la Mairie de Bangui, les ministères et grandes administrations ont tous leur page institutionnelle sur lesquelles ces acteurs publics communiquent plus ou moins stratégiquement leurs projets et réalisations. Parfois, il arrive qu'une institution possède plusieurs comptes (comme la primature et la présidence)⁶ ou des comptes annexes, ce qui peut décontenancer l'observateur extérieur. Les ONG nationales, les cabinets d'avocat et des entreprises ont aussi des pages. Les milieux religieux (églises catholiques et évangéliques) sont aussi très présents sur Facebook: beaucoup diffusent des photos de leurs cérémonies, des extraits de versets bibliques et certains diffusent des vidéos⁷ ou des lives de leurs messes⁸.

Enfin, une vingtaine de groupes et de pages créés et administrés par des Centrafricains, accumulent des dizaines de milliers d'abonnés. Ils mêlent l'histoire de la RCA («Centrafrique après la guerre», «Bangui hier et aujourd'hui», «Savoir sur l'histoire de la R.C.A» pour les

⁵https://www.facebook.com/fridolin.ngoulou/photos/digital2025-la-centrafrique-fait-des-progr%C3%A8s-malgr%C3%A9-toutpour-une-population-esti/9415474785171526/?_rdr, consulté le 26 Juin 2025 à 13h39.

⁶ La présidence possède 5 comptes sur Facebook, dont 2 ne sont plus actifs, mais toujours visibles: www.facebook.com/PresidenceDeLaCentrafrique/; www.facebook.com/Pr%C3%A9sidence-RCA-502022043176327/; www.facebook.com/presidence.centrafrique/; www.facebook.com/Presidence-RCA-Cabinet/; www.facebook.com/Presidence-Centrafricaine. La primature possède elle aussi 5 comptes, dont 3 ne sont plus actifs, mais toujours visibles:

www.facebook.com/primature.centrafrique.5; www.facebook.com/primature.centrafrique; www.facebook.com/primaturercaofficiel/; www.facebook.com/primatureRCA/; www.facebook.com/groups/1144881285672956/

⁷ Église Baptiste Ngoubagara, de l'Union fraternelle des Églises baptistes (UFEB), www.facebook.com/eglisebaptistengoubagara.ufeb

⁸ Paroisse Notre-Dame de Fatima, Bangui, www.facebook.com/Paroisse-NDFatima-de-Bangui.

plus gros), l'actualité («Ndjoni Sango», «CNC actualités», «DIASPORA»), des pages bons plans et humours («Bons plans Centrafrique», «Bouche Piment», «Prézi Zem») et des pages de débats partisans («Cercle de réflexion pour l'essor de la Centrafrique», «Tous les Centrafricains du monde»; «100%Centro»), (...). Par ailleurs, les réseaux sociaux ont une fonction d'information importante sur le conflit centrafricain. Compte tenu de la faible couverture du territoire par les journalistes professionnels⁹, quand il y a un massacre, les résidents tentent de les documenter par des photos, des vidéos et témoignages sur les réseaux sociaux.

En 2019, à Bozoum, le prêtre Aurélio Gazzera a dénoncé sur son blog, très suivi, «le problème de l'exploitation sauvage» de l'extraction de l'or par des entreprises chinoises¹⁰. La viralité des réseaux sociaux a fait le reste : la presse et des parlementaires s'en ont emparé, le chef du gouvernement et d'autres responsables politiques ont été mis en cause et cela a constitué le principal scandale de corruption de l'année 2019 à Bangui¹¹. En outre, l'utilisation de Facebook semble importante pour la diaspora centrafricaine. Elle lui permet de suivre, intervenir et diffuser ses opinions dans les débats publics numériques.

3.2 Les acteurs politiques et communautaires exploitent le numériques à des fins de propagande

En RCA, les réseaux sociaux ne constituent pas seulement un espace de débat contradictoires et intellectuels, mais plutôt le principal espace de débat et de propagande partisane et négative. En effet, dans la mesure où l'espace de débat public est extrêmement réduit et où les pressions du pouvoir sur les médias traditionnels (journaux, radios) ne sont pas rares, «les réseaux sociaux sont vite devenus le lieu par excellence pour les débats politiques et partisans»¹². C'est sur les comptes d'individus que les débats politiques se font les plus nombreux et les plus vifs. À ce titre, depuis le rapprochement russo-centrafricain en 2017¹³, les réseaux sociaux sont notamment devenus les vecteurs de campagne de communication hostiles contre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), l'Union européenne (UE) et la France. Ces dernières sont

⁹ S. Jendoubi, op. cit

¹⁰ C. Bensimon, «Le combat du prêtre Aurelio Gazzera contre les mines d'or chinoises en Centrafrique», Le Monde, 25 septembre 2019, www.lemonde.fr

¹¹ «En Centrafrique, une rivière 'en ruines' à cause d'entreprises minières chinoises», France 24, LesObservateurs, 25 avril 2019

¹² Entretien réalisé sur What's App avec un journaliste, Bangui, novembre 2020.

¹³ C. Bouessel et E. Sari, «Pourquoi Vladimir Poutine avance ses pions en Centrafrique ?», Nouvel Obs, 4 mai 2018, www.nouvelobs.com.

prises comme boucs émissaires dans le cadre de polémiques diffusées par la presse locale et bien souvent initiées sur les réseaux sociaux.

Dans la résolution 2552 du Conseil de Sécurité de l'ONU qui renouvelle le mandat de la MINUSCA le 12 novembre 2020, certains ont mis en exergue sur Facebook une disposition permettant à l'armée française d'intervenir sur demande de la mission onusienne. Or cette disposition n'a rien de nouveau puisqu'elle est en vigueur depuis le déploiement d'une mission onusienne de maintien de la paix par la résolution 2149 du 10 avril 2014. Toutes ces campagnes de communication hostiles ont pour point commun de recourir à la désinformation par de faux comptes Facebook. Dans le cadre de sa politique de surveillance, Facebook a mis en évidence des faux comptes qui se livraient à une véritable guérilla de propagande numérique pro-russe et pro-française en Centrafrique. Après avoir supprimé de faux comptes pro-russes en octobre 2019, Facebook a de nouveau supprimé des faux comptes cette fois pro-russes et pro-français en décembre 2020.

3.3 Faible culture numérique et absence de régulation efficace

La faible culture du numérique et une absence de régulation efficace peut s'expliquer de trois manières : Primo, les centrafricains ne disposent pas de moyen nécessaire leur permettant d'accéder régulièrement au service de données internet. Dans un pays de 5,4 millions d'habitants, et une superficie de 623 000 Km² avec une densité de 10,9 hbts/Km², environ 65,3% des centrafricains vivent dans une extrême pauvreté selon les données de la Banque Mondiale de 2024 ce qui signifie que 7 centrafricains sur 10 vivent avec moins de 2,5\$ par jour. Ce faible pouvoir d'achat ne permet pas au centrafricain lambda de payer de crédit internet pour se connecter, ni d'avoir des matériels de communication numériques appropriés. Secondo, le taux d'analphabétisme est très élevé, selon l'étude menée par CIA World Factbook au 31 décembre 2019 sur l'éducation en République Centrafricaine, le Taux d'alphabetisation est de 36,8%. Ce qui équivaut à dire que 63,2% des enfants ne vont pas à l'école. Pour l'UNICEF, 64% des enfants ne savent pas lire ou écrire¹⁴ et 8 adultes sur 10 sont analphabètes¹⁵. Dans un pays de plus de 5 millions d'habitants, il n'y a qu'une seule université, dans la capitale, et il n'y a qu'un seul lycée par préfecture. Pour les populations qui ont accès à l'éducation, l'absence de formation dans le domaine du numérique et aussi le

¹⁴ Communiqué de presse, «3 jeunes sur 10 sont analphabètes dans les pays touchés par des conflits catastrophes», UNICEF, 31 janvier 2018.

¹⁵ Entretien avec Giovanni Zambello, responsable de la communication, UNICEF, novembre 2020.

faible niveau d'intégration du numérique dans la formation constitue des véritables obstacles à la culture du numérique.

Tertio, depuis l'arrivée de l'internet en République Centrafricaine en l'an 2000 jusqu'à nos jours, aucun gouvernement n'a pensé mettre en place une stratégie de régulation de ce secteur de communication. Contrairement avec l'Europe qui dispose d'un Règlement Général de Protection des Données (RGPD) élaboré en 2018 et la France qui dispose d'un organe de veille sur la mise en œuvre du RGPD appelé CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Liberté) ; la République Centrafricaine se retrouve en bas de l'échelle en terme de régulation du secteur de l'internet voir du numérique à l'heure où les pays développés s'investissent davantage dans le secteur du numérique pour accroître leur développement.

Le Haut Conseil de la Communication qui est une institution indépendante de contrôle et régulation des communications en République Centrafricaine n'a pas non plus pris en compte l'aspect de la réglementation du secteur numérique dans la "loi sur la liberté de communication" qu'il a proposé au parlement Centrafricain et qui a été votée le lundi 30 novembre 2020 par l'Assemblée nationale et promulguée par le Président de la République en décembre de la même année.

Eu égard à la faible culture du numérique et l'absence de régulation, les centrafricains qui ont la possibilité d'utiliser les moyens numériques pour communiquer s'en sert de manière servile et non appropriée à tels points que les échanges de communications numériques n'apportent pas de changement positif au contraire créent parfois de tension au sein de la société. L'amateurisme de la culture du numérique amène aussi les utilisateurs d'internet à copier les cultures des autres sans pour autant chercher à les examiner. Ce qui fait qu'il y a parfois des dérives culturelles chez les utilisateurs de la communication numérique.

3.4 Transformation des formes de sociabilité et de citoyenneté

La République Centrafricaine est un pays de l'hospitalité tel que souligné dans l'un des points de sa devise " Dignité" qui définit que tout être humain est humain et mérite le respect. Toutes personnes centrafricaines ou étrangères vivant sur le sol centrafricain est égal devant la loi du pays et bénéficient des droits tout en exerçant ses devoirs d'une manière équitable. Toutefois, le numérique apporte une véritable transformation sur la population. Il y a de fois où les centrafricains lorsqu'ils se rendent compte qu'un étranger marginalise l'un d'eux, et que la victime ou ses connaissances publient ses faits sur leur plateforme numérique, ceci provoque

automatiquement la réaction de l'ensemble de la population connectée. Certains vont préférer des injures, des menaces, voir de violences.

De même, les utilisateurs du numérique sont transformés par ce qu'ils apprennent sur les réseaux sociaux. Entre autre leur manière de s'habiller, de manger, de loisir, d'interagir avec les autres, et aussi de se comporter. Parfois cette transformation est positive et renforce les liens sociaux ou négative et casse les liens sociaux.

3.5 La cohésion sociale numérique doit être un enjeu de politique publique, pas seulement une question individuelle.

Lorsqu'il y a des signes de tensions dans la société centrafricaine, il y a certains utilisateurs des réseaux sociaux qui alertent et sensibilisent les centrafricains sur leurs médias numériques à ne pas se laisser emporter dans la violence, mais d'agir dans le sens de garantir la paix. Les lanceurs d'alerte, les acteurs de la société civile et certains centrafricains lambda sont dans la plupart des cas les initiateurs de ses sensibilisations numériques. Et pourtant le contrat social exige au gouvernement de tout mettre en œuvre afin de garantir la paix et la cohésion sociale. Pour cela, la problématique de la cohésion sociale numérique est un enjeu majeur pour le gouvernement

4. Discussion

Les réseaux sociaux influent directement ou indirectement notre mode de pensée, façonnent notre jugement. Cela donne lieu souvent à des nouveaux comportements, à des réflexes incontrôlés.

Avec plus de huit (8) milliards de personnes sur la planète terre en 2025, l'avènement de la nouvelle technologie de l'information qui amène la population plus proche du « village planétaire »¹⁶ et la proximité virtuelle nous incite parfois à copier, souvent de manière servile, ce qui se fait sous d'autres cieux.

Partant des résultats obtenus, nous allons confronter ses données aux travaux existants, et de montrer leur portée théorique et pratique.

4.1 Les réseaux sociaux reflètent et amplifient les fractures sociales préexistantes plutôt qu'ils ne les créent ex nihilo

Volontairement, les utilisateurs, les influenceurs et certains journalistes publient des articles ou réalisent des productions audiovisuelles qui véhiculent des fausses informations (Fakes

¹⁶ Est une expression de Marshal McLuhan, tiré de son ouvrage *The Medium is the Message* pour qualifier les effets de la mondialisation, des médias, et des technologies de l'information et de la communication.

news)¹⁷ et les messages de haine, en un mot la désinformation. Ils n'hésitent pas à prendre pour argent comptant, ce qui se dit au coin de la rue ou dans les lieux où l'alcool coule à flots. D'autres encore reprennent dans leurs colonnes des informations qui circulent sur la toile sans pour autant procéder à des vérifications.

En République Centrafricaine les acteurs de propagande des désinformations utilisent les réseaux sociaux afin d'atteindre rapidement le plus grand nombre de la population. Selon le témoignage recueilli auprès du Directeur de l'Observatoire des Médias en Centrafrique, Monsieur Dagoulou Médard en mai 2021 je cite :

Le faible revenu d'un citoyen fait qu'il pense au quotidien sur le manger, il n'a pas assez de moyen pour payer un smartphone et du crédit de connexion au quotidien. C'est la classe bourgeoise qui dispose de cette opportunité.

Partant de cette analyse, les acteurs de diffusion de la désinformation ne peuvent être que : Les politiques, les groupes armés, les Organisations de la Société Civile et certains individus qui créent des comptes fantômes¹⁸ sur les réseaux sociaux afin de propager des messages de nature incendiaire destinés à semer la division et la haine au sein de la population.

American Scientist, Dossier Misinformation versus Désinformation volume 105, numéro 6 (2017, p372) définit la désinformation comme :

Un ensemble de technique de communication visant à tromper des personnes ou l'opinion publique pour protéger des intérêts (privés ou non) ou influencer l'opinion publique. L'information fausse ou faussée est à la fois 'délibérément promue et accidentellement partagée.

De cette définition, pouvons-nous qualifier la désinformation comme une fausse information (fake new) ? Pourquoi certains acteurs de la vie politique et publique l'utilisent ? Quels est l'intérêt visé ou caché ? Pourquoi choisissent-ils les réseaux sociaux pour diffuser ses fausses informations ? Quelles sont les conséquences sur les différentes couches sociales ?

Pour clarifier ses différentes séries de questions, visitons quelques comptes Facebook professionnels et privés des centrafricains d'ici et d'ailleurs.

Selon la publication sur le compte Facebook « Centrafriquenews » datant du 15 Janvier 2021 intitulée «Centrafrique-Ndélé : Des véhicules suspects en provenance du Tchad interceptés

¹⁷ <http://journalmetro.com/opinion/inspecteur-viral/1075454/mettons-les-choses-au-clai-c'est-une-fausse-nouvelle/>

¹⁸ L'expression compte fantôme utiliser ici signifie un utilisateur qui se cache derrière un faux nom ou un pseudo qui ne permet pas à quelqu'un d'autre de l'identifier cela n'a rien à voir avec le « compte fantôme ou shadow profile) de facebook.

par les FACA » et qui a fait couler de l'encre auprès des internautes. Le constat qu'on peut se faire est que, la mise en ligne de cette publication semble de nature à ternir l'image du Tchad pour son ingérence dans la tentative manquée des CPC de renverser le pouvoir de Bangui le 13 janvier 2021. C'est évident que le propriétaire du compte accuse publiquement le gouvernement tchadien. Dans son propos lumineux il dit :

« ...on a appris qu'une colonne de véhicules qui a quitté la frontière tchadienne jusqu'à Ndele a été interceptés hier le 14 janvier dans la brousse, à 12 Km de la ville de Ndélé par les éléments du détachement des FACA qui étaient assistés pour la circonstance de certains compatriotes volontaires désarmés et démobilisés du FPRC, aile modérée... ».

Ce propos tenu, est douteux puisque l'originalité des informations n'est pas vérifiée. L'auteur a démontré qu'il n'est pas sur le lieu de la scène, ce qui nous pousse à douter de la véracité de la période à laquelle les images ont été prises et il a aussi démontré qu'il y a eu appui d'une frange des groupes armés du FPRC qui ont appuyé les FACA. Le vrai problème qui se pose est qu'en Centrafrique, nous avons une communauté tchadienne qui fait partie de la population. Cette publication peut rapidement générer des représailles des centrafricains sur cette communauté et ceci peut compromettre le vivre ensemble.

Ces genres de publications font réagir la classe politique et la Société Civile Tchadienne. François Djekombé, Président du parti Union sacrée pour la République (USPR), un parti d'opposition tchadien, déclare :

"Nous sommes très inquiets car la vie des Tchadiens en République centrafricaine pourrait être menacée. En tant qu'acteur politique, tout ce que nous voulons c'est que l'ONU et les autres organisations internationales qui militent pour la paix puissent faire en sorte que ce pays voisin qui a été longtemps instable puisse retrouver la paix et la quiétude. Au-delà de la guerre entre le camp Bozizé et le camp Touadéra, ce sont les intérêts des grandes puissances qui se jouent."

Ceci constitue une désinformation de nature incendiaire, puisque le pays, à deux jours de la publication de cet article, a connu un coup d'état raté de la rébellion CPC. Cette coalition est composée de mercenaires étrangers et certains centrafricains. Cet article a reçu 189 mentions j'aime, 129 commentaires et 148 partages. Aujourd'hui un centrafricain peut avoir en moyenne 500 amis sur son compte facebook. En faisant le produit de 148 partages par 500, on

peut se dire que ce message a atteint 74 000 personnes, ce qui en réalité est 100 fois supérieur à cet indicateur.

En analysant le compte Facebook d'un centrafricain de la diaspora résident en France intitulé « Nikita Popof », dans sa publication datant du 30 avril 2021, il a délibérément posté une désinformation relative à l'arrivée des rebelles de CPC à Bangui et menace dans son propos le Ministre Conseiller spécial du Président de la République en relation avec les organisations nationales, le premier ministre et les autres membres du gouvernement. Il s'agit ici d'un canular, une forme de désinformation qui consiste à dire de fausses informations dont le but est de tromper ou de faire réagir. Cette « farce »¹⁹ vise à jouer avec la crédulité²⁰ de ses destinataires, les canulars ont une vocation généralement humoristique, même si certains canulars peuvent tendre vers la rumeur. Les « poissons d'Avril » sont des canulars. Malheureusement, pour des ignorants cela peut entraîner une autre réaction. Cette publication dit je cite : « ATTENTION ATTENTION CPC ARRIVE Fidele Gouandjika, Firmin Ngrebada et consorts, Préparez-vous à déguerpir ».

Cela a fait réagir automatiquement le Ministre Conseiller spécial du Président de la République en relation avec les organisations nationales qui, au retour a posté une image de prisonniers de la CPC arrêtés par la coalition FACA, Russe et Rwandaise, dans leur expédition de reconquête des territoires occupés par les groupes armés. Mais le poste du Ministre Conseiller spéciale du Président a fait réagir un compatriote qui souligne je cite :

Monsieur le Ministre voyez-vous l'injustice que vous amenez sur la terre ? Le monsieur en barbe il s'appelle Aminou c'est un grand qui a perdu la raison en 2004. C'est un homme fou qui cherche à vivre et à profiter de ses jours restants sur terre. Si vous l'emmenez à l'hôpital, nous vous en serons éternellement reconnaissants. Sinon, je ne vois pas pourquoi ne pas vous appelez des oppresseurs .

Pour le ministre conseiller, l'objet de poster cette image est de démontrer ouvertement la puissance militaire du régime sans pour autant voir les multiples bavures qui ont été perpétré sur la population civile. Avec le témoignage de reconnaissance de l'un des prisonniers avec une maladie mentale depuis 2004 témoigne d'un côté de multiple exemple similaire, et de l'autre côté la haine que ses genres de publications peuvent générer au sein de la population.

¹⁹ Plaisanterie qui vise à rire une personne exemple : des paroles farces, un geste farce.

²⁰ Grande facilité à croire quelqu'un ou quelque chose.

En analysant le compte Facebook « 236 magazine » dans sa publication du 12 mai 2021 à 12 :55 intitulée « Centrafrique :Marche pacifique de la plateforme Galaxy Nationale du rond-point des martyrs jusqu'au-devant le siège de la MINUSCA à Bangui ». Ce compte Facebook est très populaire, il compte en cette période, au total 58 887 amis. La présente publication fait suite à une marche de haine contre la France et la demande du départ de la MINUSCA organisée par la plateforme Galaxy Nationale, une organisation de la société civile proche du parti au pouvoir.

Cette publication a fait objet de 359 mention j'aime, de 93 commentaires et de 338 partages. Plusieurs cas similaires ont été rapportés sur le réseau social Facebook et depuis 2023 avec le projet de la modification de la constitution de 2016 introduit lors du dialogue républicain, l'amorçage de la tenue des élections locales (prévues en juin 2025 et reportées plusieurs fois par l'ANE) et des élections présidentielle et législative en décembre 2025, les clivages numériques qui résultent de la propagation des messages de haines sur les réseaux sociaux sont à déplorer.

4.2 Dans quelle mesure la RCA peut-elle transformer ces espaces numériques en leviers de réconciliation et non en foyers de division ?

La communication numérique joue un rôle très important dans le développement socio-économique d'un pays. Depuis le début de l'année 2025, les pays développés comme les USA, l'Union Européenne, la Chine (...) s'investisse beaucoup dans ce secteur de communication. La République Centrafricaine aussi doit déployer des efforts à développer la communication numérique comme certains Etats Africains à l'exemple de la Cote d'Ivoire, du Ghana, du Sénégal, du Cameroun et autre. Pour que l'espace numérique soit des leviers de réconciliation et non de division tel que observé sur la majorité des comptes Facebook professionnels et privés des centrafricains, l'Etat doit mettre en place une bonne stratégie et un bon mécanisme de formation, de régulation et d'appropriation de l'espace numérique au niveau national.

Au-delà des initiatives existantes des institutions nationales, internationales, des secteurs privés et de la Société Civile pour lutter contre la désinformation, les messages de haine et de garantir la cohésion sociale, l'Etat peut mettre en œuvre les mécanismes et stratégies suivants :

- Instaurer un code d'éthique obligatoire au sein des entreprises de téléphonie mobile et filaire, supervisé par une autorité de régulation indépendante, à laquelle seraient

confiées des compétences élargies lui permettant de poursuivre en justice les entreprises enfreignant le code ;

- Mettre en place des réglementations qui interdiraient la diffusion de la désinformation sur les réseaux sociaux ;
- Adopter une loi permettant de réprimander les personnes qui partagent sciemment des informations fausses ou trompeuses dans le but de les faire paraître réelles et prévoir des amendes ou des peines d'emprisonnement ;
- Initier des actions afin d'apprendre aux Centrafricains à distinguer les vraies informations des fausses ;
- Démystifier la désinformation sur Facebook et mettre en place des lignes directes permettant aux citoyens de signaler des informations erronées;
- Avoir une législation qui peut donner aux autorités le pouvoir de supprimer les faux contenus diffusés via les médias sociaux et même de bloquer les sites qui les publient ;
- Vulgariser au maximum la Loi relative à la liberté de communication afin de permettre à tous les centrafricains de connaître son contenu.

En ce qui concerne la population centrafricaine, la prise de conscience est indispensable pour pérenniser la paix au niveau de ses différentes couches sociales. La publication des fausses informations sur les réseaux sociaux ne peut que susciter la haine, la division et fragiliser davantage tous les multiples efforts mis en œuvre par l'opinion internationale et nationale afin de garantir la paix et le vivre ensemble en République Centrafricaine.

4.3 La gouvernance numérique doit devenir un pilier de la cohésion nationale au même titre que la sécurité ou la justice

L'espace numérique au-delà des avantages qu'il offre pour l'échange des communications au sein des populations facilite le travail et l'archivage des informations. Ses données professionnelles et privées peuvent être exposées à des risques de vols ou de piratages. La cybercriminalité est très développée au temps contemporain et pourrait être utilisée par les organisations mafieuses pour atteindre à la sécurité intérieure de l'Etat. C'est pour cela que la gouvernance numérique doit être bien définie en République Centrafricaine afin de garantir la sécurité et la justice pour tous les centrafricains et aussi de toutes personnes vivant sur le territoire centrafricain. Lorsqu'il y a une bonne gouvernance numérique, la cohésion nationale peut être solide, puisque les populations sont éduquées à une utilisation saine de ses moyens de communication numérique.

4.4 Repenser la cohésion sociale non plus seulement comme un fait culturel, mais aussi comme un jeu numérique et communicationnel.

La cohésion sociale bien que nécessaire pour garantir la paix en République Centrafricaine ne doit pas seulement être un objet de vécu quotidien au sein des communautés et des différentes couches sociales, mais que les utilisateurs du numériques et des réseaux sociaux fassent de ces moyens de communication leurs chef d'œuvre et les construisent dans leur comportement numérique. La cohésion sociale numérique pourrait favoriser les échanges d'idées constructives, de dialogue libre et contradictoire dans un esprit de partage de connaissance et non de division ou de tension. L'espace numérique est un moyen efficace de communication que les centrafricains peuvent s'en approprier afin de construire et pérenniser la cohésion sociale en République Centrafricain.

Conclusion

Tout au long de cette réflexion, nous avons analysé l'influence des réseaux sociaux sur la cohésion sociale en République Centrafricaine. En se basant sur des constats, nous avons relevé premièrement que la République centrafricaine est marquée par des crises récurrentes qui fragilisent le lien social ; deuxièmement, les réseaux sociaux numériques jouent aujourd'hui un rôle croissant dans la production et la circulation de l'information ; et troisièmement, ces usages numériques peuvent favoriser la cohésion (communication, solidarité) ou au contraire l'affaiblir (désinformation, haine, manipulation). Les données collectées dans cette études nous ont permis d'extraire et développer les résultats de l'étude tels que : Les réseaux sociaux : nouveaux espaces de communication mais aussi de tension sociale ; Les acteurs politiques et communautaires exploitent le numériques à des fins de propagande ; le faible culture numérique et absence de régulation efficace ; la transformation des formes de sociabilité et de citoyenneté ; et enfin, la cohésion sociale numérique doit être un enjeu de politique publique, pas seulement une question individuelle.

En confrontant les résultats de l'étude avec d'autres ouvrages, nous avons souligné que les messages de haine et la désinformation publiés via les réseaux sociaux ne peuvent que compromettre les efforts de paix. Le philosophe Français François Rabelais a dit : « *Science sans conscience n'est que ruine de l'âme* », ce qui signifie que la science doit être soumise à la moralité pour éviter les débordements. Les centrafricains doivent avoir une bonne moralité dans l'utilisation des outils numériques pour l'usage de l'information et de la communication.

Beaucoup de compagnes à caractère raciste, xénophobe, sexiste, etc., inondent en ce jour les réseaux sociaux professionnels et privés en Centrafrique. Les réseaux sociaux qui devraient plutôt servir d'outil de travail et de communication sont devenus une arme de prolifération des messages de haine, d'incitation à la révolte, de propagation de fausses nouvelles et de rumeur. Comme l'ecclésiaste l'a dit: « l'augmentation de la science augmentera la douleur de l'homme ». Il est donc urgent que les centrafricains prennent conscience du danger de la mauvaise utilisation des réseaux sociaux. Cela peut avoir des conséquences néfastes sur la cohésion sociale en République Centrafricaine.

Références bibliographiques

- ANGSTHELM, Bruno, 2017, *Vivre ensemble Concepts en Débats*, CCFD, Paris/France
- BARNES, John Arundel, 1954, *class and committees in a Norwegian Island Parish* , Human Relations.
- BENSIMON C., 2019, *Le combat du prêtre Aurelio Gazzera contre les mines d'or chinoises en Centrafrique*, LE MONDE, Paris/France
- DELEPLACE M (Ed.), (2009), *Les discours de la haine : récits et figures de la passion dans la cité (Vol. 1135)*, Presses Unio.Septentrion
- John. A et al. Self-harm, 2018, *Suicial behaviours and Cyberbullying in children and young people*, Systematic review
- Loi n°20.027 Relative à la liberté de la communication en République Centrafricaine
- NGALINGBO Britney, Line Népsie, 2020, *Rôle des ONG d'appui aux médias dans le processus de la lutte contre les fake news en Centrafrique : Cas d'internews*, mémoire de licence en journalisme, Université de Bangui/République Centrafricaine
- Plan cadre des Nations Unies pour l'assistance au développement (UNDAF+) 2018-2021
- YANGANDA, Jules, 2021 , *Les rumeurs dans le jeu politique en Centrafrique*, Annales de l'Université de Bangui, République Centrafricaine

WEBOGRAPHIE

<http://extwprlegs1.fao.org>

https://www.facebook.com/fridolin.ngoulou/photos/digital2025-la-centrafrique-fait-desprogr%C3%A8s-malgr%C3%A9-toutpour-une-population-esti/9415474785171526/?_rdr, consulté le 26 Juin 2025 à 13h39.

C. Bouessel et E. Sari, «Pourquoi Vladimir Poutine avance ses pions en Centrafrique ?», Nouvel Obs, 4 mai 2018, www.nouvelobs.com.

<http://journalmetro.com/opinion/inspecteur-viral/1075454/mettons-les-choses-au-clai-c'est-une-fausse-nouvelle/>